

ARRÊTÉ DU MAIRE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

ARRÊTÉ N°AT_2024_3305
Arrêté Temporaire

6. Libertés publiques et pouvoirs de police
6.1 Police Municipale

TRAVAUX DE TIRAGE ET RACCORDEMENT DE BOÎTES DANS CHAMBRES TÉLÉCOMS ET PRISES DE MESURES - VOIR LISTE - 50100 ET 50110 - NFUSION

Le Maire de la ville de Cherbourg-en-Cotentin,

VU le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et suivants et les articles L 2213-1 et suivants,

VU le Code de la route, notamment les articles R417-10 et L325-1 et suivants,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – 8ème partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU le règlement de voirie de l'ex Communauté urbaine de Cherbourg du 29 mars 1989 et notamment les articles 25, 26 et 27,

VU l'arrêté n°AR_2023_5065_CC du 7 décembre 2023 portant sur les délégations de fonction et de signature attribuées aux adjoints au Maire, aux maires délégués et aux conseillers municipaux délégués,

VU la demande de NFUSION pour le compte de ENSIO en date du 06 août 2024,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes pendant la durée des opérations,

ARRÊTE DU 02 SEPTEMBRE AU 04 OCTOBRE 2024

ARTICLE 1 – RUE DU BECQUET/RUE AUGUSTIN LE MARESQUIER/RUE MÉDÉRIC/RUE DU GÉNÉRAL LECLERC/RUE DU VAL DE SAIRE/QUAI DE L'ENTREPOT/AVENUE CARNOT AVENUE JEAN FRANÇOIS MILLET/RUE DES TANNERIES/BOULEVARD DE L'ATLANTIQUE/RUE BECQUEREL/RUE SADI CARNOT/RUE COLUCHE/RUE ROGER SALENGRO/RUE HENRI BARBUSSE

La chaussée sera rétrécie et la circulation alternée et ralentie, par piquets manuel K10, au droit des travaux, le temps des travaux.

ARTICLE 2 – RUE MÉDÉRIC/RUE DU GÉNÉRAL LECLERC/RUE DU VAL DE SAIRE/RUE SAINT SAUVEUR/RUE ROGER SALENDRO

Le stationnement de tous les véhicules est interdit, considéré comme gênant et réservé aux véhicules appartenant à NFUSION, au droit des travaux, le temps des travaux.

Le passage, la sécurité des piétons et la circulation des véhicules doivent être maintenus en permanence (3 mètres de largeur minimum pour les véhicules de secours).

ARTICLE 3 – Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront être enlevés et mis en fourrière aux risques et frais des contrevenants.

ARTICLE 4 – La signalisation et la pré-signalisation des lieux seront mises en place par la sté NFUSION (rue de Estação n° 11 – 1 Esq) responsable des opérations qui assurera par ailleurs la protection et le balisage du chantier. Il appartient également à l'entreprise pétitionnaire de mettre en conformité avec l'arrêté la signalisation de police existante (masquage de panneaux etc...). Le présent arrêté et si besoin un panneau « Stationnement interdit » devront être affichés sur le lieu des opérations conformément à la réglementation en vigueur, à moins de 1,80 m du sol, 7 jours à l'avance. À défaut, il ne pourra être fait appel à la fourrière.

ARTICLE 5 – Le présent arrêté ne donnera lieu à la perception d'aucune redevance.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 – Le Directeur Général des Services, la Directrice Générale du Pôle patrimoine et cadre de vie, le Commissariat Central de police et le service de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le Maire et par délégation, le Maire adjoint
Pierre-François Lejeune**